



## Au Canada, on estime à plus de 100 le nombre de centres communautaires d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) offrant aux survivant·es des services de counseling spécialisés dans la violence sexuelle (VS), généralement sans frais.

Leur disponibilité varie d'un bout à l'autre du Canada et dépend du financement accordé par les gouvernements provinciaux et territoriaux. De plus, le montant du financement de base influe sur la capacité des CALACS à fournir des services de counseling en matière de VS dans leur région respective.

Nous avons cherché à mieux comprendre le financement de base des CALACS au Canada, et la manière dont il influence l'accès aux services de counseling pour la VS.<sup>1</sup>

### Qu'est-ce que le financement de base des services de counseling en matière de violence sexuelle?

Le financement des CALACS peut prendre différentes formes, notamment le financement par projet et le financement de base. Alors que le financement par projet est limité dans le temps et se concentre sur une initiative particulière, le financement de base soutient le mandat organisationnel des CALACS, y compris la prestation de services continus et toutes les fonctions administratives. De manière générale, le financement de base est fourni par les ministères provinciaux responsables des services sociaux ou communautaires, de la justice ou des questions relatives aux femmes.

**Un financement de base adéquat, flexible, stable et durable est nécessaire pour que les CALACS puissent fournir, en temps opportuns, des services de counseling spécialisés qui répondent aux besoins particuliers des communautés desservies.**

### Financement de base: Que savons-nous?

La plupart des gouvernements provinciaux/territoriaux ne fournissent pas de directives budgétaires claires pour le financement de base accordé aux CALACS. Cela rend le suivi de l'adéquation et de l'impact de ce financement particulièrement difficile.

Le financement de base des CALACS ne couvre généralement qu'une petite partie du coût de la prestation de services de counseling pour la VS dans leur région. Les CALACS ont souvent recours à des collectes de fonds communautaires, au travail de bénévoles et au financement par projets pour compléter un financement de base laissant à désirer.

Si le financement de base est souvent considéré comme devant être stable et flexible, dans les faits, il n'en est rien. Les CALACS doivent faire une nouvelle demande de financement de base de chaque année à tous les trois ans, et les gouvernements imposent des restrictions sur la manière dont les fonds peuvent être utilisés. Le temps et les ressources que prennent ces demandes de financement, ainsi que le manque de flexibilité une fois qu'il est obtenu, compliquent la tâche cruciale de répondre à la demande de services de counseling.

suite à la page 2



### Aperçu des résultats du sondage national d'EVA Canada sur les organisations de lutte contre la violence sexuelle



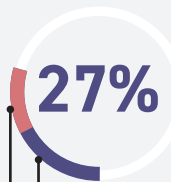
**des organisations étaient tout à fait ou plutôt d'accord avec le fait qu'elles manquent de fonds** pour leurs opérations de base ou pour dispenser des programmes et des services.



**des organisations ont indiqué avoir des listes d'attente** pour au moins certains services pour la VS.



### Les temps d'attente pour le counseling étaient également les plus longs:



**des OVS ayant déclaré des temps d'attente de 6 mois ou plus** pour le counseling individuel.

Pour...

**16%** des listes, l'attente était de 6 mois à 1 an

**11%** plus d'un an

<sup>1</sup> Huit entretiens (par zoom ou par courriel) ont été menés avec 10 individus clés des provinces dans lesquelles les gouvernements financent des services communautaires de counseling spécialisé en matière de violence sexuelle. Sur les 10 individus clés, 8 représentaient des organisations de lutte contre la violence sexuelle et un gouvernement provincial.

<sup>2</sup> Abji, Salina, Ashley Major, Stephanie Lanthier, Erin Whitmore. 2023. "Note d'information #5: Listes d'attente." Sondage national sur les organisations et services de lutte contre la violence sexuelle. L'Association canadienne pour mettre fin à la violence. [fr.endingviolencecanada.org/rapports-et-recommandations/](http://fr.endingviolencecanada.org/rapports-et-recommandations/)



suite de la page 1

## Financement de base: Que savons-nous?

Le financement de base inadéquat des CALACS pose un défi important au secteur d'un océan à l'autre. Aussi n'est-il pas surprenant que l'insuffisance du financement de base soit associée aux longues listes d'attente pour les services de counseling. Dans certaines régions, l'attente peut aller jusqu'à 2,5 ans. Les lacunes au niveau du financement de base ont également été associées à une diminution des services de counseling adaptés aux besoins des groupes en quête d'équité.

Dans les régions où de nouveaux services de counseling pour la VS sont proposés, la demande a tendance à augmenter graduellement, à mesure que de plus en plus de survivantes prennent connaissance de ces services. Cependant, il est rare que le financement de base suive la demande.

De plus, le financement de base ne suit pas le rythme de l'inflation. Certains CALACS signalent que leur financement de base n'a pas augmenté depuis les années 1990.

## Quelles sont les principales lacunes en matière de données et comment les combler?

Les données disponibles dans la plupart des provinces/territoires ne sont pas suffisantes pour permettre de dresser un portrait national précis du financement de base des CALACS.

Dans la plupart des cas, les CALACS manquent de ressources et de moyens pour collecter et assurer le suivi des données.

Le manque de données communautaires semble se répercuter au niveau provincial/territorial et fédéral. Il n'existe pas de données gouvernementales facilement accessibles au public sur le financement accordé aux CALACS. Par conséquent, la manière dont les gouvernements prennent des décisions concernant le financement de base des CALACS manque de transparence.

Les définitions incohérentes du financement de base, le manque de clarté quant à son utilisation et la nécessité d'offrir des services de counseling pour la VS compliquent davantage les efforts de suivi et de surveillance concernant ce financement.

## RECOMMANDATIONS

- 1 Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre le rôle que joue le financement de base au sein des CALACS.** Pour prendre des décisions politiques s'appuyant sur des données probantes, il est nécessaire d'investir dans la collecte et le suivi des données relatives aux CALACS et aux services de counseling spécialisés.
- 2 Les gouvernements provinciaux/territoriaux devraient inclure une ligne budgétaire claire** précisant le montant du financement de base accordé aux CALACS.
- 3 Il est nécessaire de renforcer les capacités et les ressources pour aider les CALACS à collecter et assurer le suivi des données relatives au financement de base.** Ces données devraient être compilées au niveau provincial et national afin de permettre une analyse comparative et de répondre à la nécessité d'un financement de base cohérent.
- 4 Au fur à mesure que le gouvernement fédéral met en œuvre son Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre par le biais d'accords bilatéraux avec les provinces/territoires, un suivi du financement des CALACS devrait être entrepris partout au pays.** Toute preuve d'incohérence dans le financement entre les provinces/territoires devrait être traitée dans les années suivant ces accords bilatéraux.
- 5 Dans les provinces/territoires où le financement de base des CALACS a été récemment introduit, des données doivent être collectées en vue de prévoir la demande de services.** Le financement disponible devra être suffisant pour répondre à l'augmentation prévue de la demande de counseling en matière de VS qui découle de la mise en place de CALACS.
- 6 Une augmentation du financement de base et du financement sans restriction pour soutenir les CALACS est nécessaire pour raccourcir ou éliminer les listes** d'attente pour le counseling spécialisé dans de nombreuses régions et afin de répondre aux besoins des groupes en quête d'équité. Lors de l'attribution du financement de base, chaque CALACS devrait être consulté et impliqué dans l'identification et l'attribution de ce financement.